

SantéPublique éditions

Le 26 juin 2012

Lettre ouverte à

N/Réf. : 12/023

Objet : **Garantir la France
contre l'accident nucléaire**

Monsieur le député

Assemblée Nationale

Palais Bourbon

126, rue de l'Université

75007 PARIS

Monsieur le Député,

François Hollande a défini les grandes lignes de sa politique énergétique dans une lettre datée du 2 mai 2012, qu'il m'a adressée et que je vous invite à consulter en ligne sur www.santepublique-editions.fr.

Il y annonce l'ouverture d'« **un grand débat sur l'énergie associant largement les acteurs et les citoyens pour la première fois sur ce sujet** » et ajoute : « **Le Parlement en fixera les conclusions par le vote d'une loi de programmation de la transition énergétique** ».

C'est donc vous qui endosserez la responsabilité quant aux choix énergétiques de la France, avec les 576 autres députés élus le 17 juin 2012 et les sénateurs.

En France, l'inéluctable **vieillissement des centrales** est le **premier facteur de risque d'accident nucléaire**. En effet, **l'usure des matériaux**, l'augmentation du **nombre d'incidents** et la possibilité de **défaillances simultanées** augmentent le risque d'accident majeur. De plus, certaines parties sont **impossibles à remplacer**, comme la cuve du réacteur et son enceinte de confinement (voir la conférence en ligne).

Le 2 mai 2012, le Réseau "Sortir du Nucléaire" a révélé des documents internes d'EDF démontrant que **des éléments vulnérables à la rupture sont sciemment laissés en place dans les circuits primaires de 31 réacteurs**, alors qu'ils pourraient rompre brutalement, ce qui entraînerait une perte importante de liquide de refroidissement et aurait pour conséquence la **fusion du cœur de réacteur**, comme à Fukushima.

C'est pourquoi je vous invite à prendre connaissance des **données chiffrées** en ligne sur le site www.santepublique-editions.fr, où vous trouverez également des informations sur **la situation à Fukushima**, non publiées par les grands médias abreuvés de publicité par EDF.

Je ne doute pas qu'au vu de ces informations, vous aurez à cœur de prendre en compte, au moment de définir la position qui sera la vôtre lors du vote à l'Assemblée, la nécessité de sortir la France du nucléaire avant la prochaine catastrophe.

En effet, **42 des 58 réacteurs français (73 %) ont déjà plus de 25 ans** (voir les tableaux en ligne sur www.santepublique-editions.fr).

Or, c'est l'âge limite de fonctionnement fixé par ceux qui les ont construits. Interrogés à ce sujet respectivement le 11 mars et le 28 avril 2012, **Henri Gaino** et **Pierre Lellouche** (UMP) m'ont répondu du tac au tac : « **Je sais** ». Nos centrales ne sont donc pas prévues pour durer 30 ans comme on voudrait nous le faire croire. **Les prolonger à jusqu'à 30 ans et au-delà, c'est jouer avec le feu.**

Par conséquent, même si le programme annoncé par le président François Hollande est mené à bien, avec **la seule fermeture**, pendant sa mandature, **de la centrale de Fessenheim**, déjà âgée de 34 ans, et la fermeture de **seulement 24 réacteurs d'ici 2025**, ce sera **l'assurance d'une catastrophe nucléaire en France.**

Et si nos vieilles centrales sont remplacées par des EPR, fonctionnant au MOX, lequel contient du plutonium, la gravité des accidents à venir sera encore augmentée. Je vous invite à lire à ce sujet le livre de Frédéric Marillier *EPR, l'impasse nucléaire*, éditions Syllepse, 2008, ISBN 978-2-84950-16-03.

Une catastrophe nucléaire n'a jamais de fin. Elle marquerait dans leur chair les générations futures car **la radioactivité modifie l'ADN**. Compte tenu de l'exiguïté de notre territoire à l'échelle des émanations radioactives, les **femmes enceintes seraient forcées d'avorter**, sous peine de donner naissance à des **êtres humains monstrueux, comme ceux photographiés à Tchernobyl** par **Paul Fusco** (voir ci-joint ces bouleversantes photographies).

L'économie serait dévastée, les récoltes rendues non comestibles. C'en serait fini de la gastronomie et des vins français. Les propriétaires seraient ruinés car **la valeur de leur patrimoine immobilier chuterait immédiatement et irrémédiablement**, comme à Tokyo actuellement. Tous ceux qui le peuvent partiraient le plus loin possible, mais les autres seraient **livrés à eux-mêmes, aucune évacuation totale de la population n'étant prévue ni même possible.**

C'est pourquoi, lorsque vous préparerez, puis voterez la loi de programmation de la transition énergétique, vos choix devront avoir pour objectif d'éviter à tout prix, sur le sol français, le cauchemar d'un accident qui ruinerait notre pays.

La population française ne doit pas rester l'otage d'un tel niveau de risque. L'arrêt des centrales est la seule garantie de « sûreté » nucléaire.

La production électrique nucléaire est la seule capable de modifier l'ADN. Ni le charbon, ni le fioul lourd, ni le gaz ne le peuvent.

Pourtant, EDF a mis à l'arrêt ses **centrales électriques alimentées par le fioul lourd** issu des raffineries situées sur le sol français. Ne serait-il pas judicieux de **remettre en service ces centrales** en les équipant de nouveaux filtres antipollution et de systèmes de désulfuration performants ?

Au final, le gaspillage nucléaire nous aura coûté vraiment très cher, et il coûtera de plus en plus cher.

D'ores et déjà, la rentabilité est inaccessible à la **centrale de Fessenheim : le coût pour EDF de son fonctionnement et de sa maintenance est supérieur à ce que lui rapporte la vente de l'électricité produite** (voir ci-joint un extrait des *Dernières nouvelles de Fessenheim*, avril 2009, Réseau Sortir du Nucléaire).

De plus, l'Autorité de Sûreté nucléaire a demandé le **renforcement, avant le 30 juin 2013**, du radier, c'est-à-dire du **plancher en béton** sur lequel a été construit le réacteur, dont **l'épaisseur n'est que de 1,50 mètres** (*Ladepeche.fr*, 4 juillet 2011). Or, « On sait qu'un cœur complet fondu de réacteur (environ 100 tonnes) est capable de traverser près de 20 mètres de béton (...). Le plancher des réacteurs de Fukushima n'est "que" de 8 mètres. » (*Science & Vie, Hors-série Spécial Japon*, avril 2011, p. 21).

À mesure que vieilliront nos centrales, le coût répercuté aux clients ne pourra qu'augmenter. **Combien de familles ne pourront plus se chauffer** dans cinq ou dix ans si le nucléaire, et son corollaire le chauffage électrique, restent le premier choix de la France ?

Dès 2012, il faudrait élaborer un **calendrier opérationnel de remplacement des centrales nucléaires, région par région**.

Quant aux **salariés** et aux **sous-traitants** des centrales, il convient de les rassurer sur leurs **perspectives d'emploi en cas d'arrêt de la production nucléaire : nous aurons besoin d'eux pour prendre en charge le démantèlement des sites**, dont la durée vraisemblable est de 30 ans. Cette perspective sera pour eux certainement plus souriante que de devenir des liquidateurs en cas d'accident (20 000 travailleurs sont d'ores et déjà intervenus à Fukushima !)

Une autre raison de préparer énergiquement, dès le présent quinquennat, l'arrêt de l'ensemble des centrales françaises, c'est qu'une vision à 30 ans ne suffit pas. Cette erreur a été commise par la génération qui nous a précédé et nous en subissons les conséquences aujourd'hui. **Ce dont nous avons besoin, c'est d'une vision à 100 ans**.

Nos ancêtres nous ont montré l'exemple pour la gestion de l'eau à la fin du 19^{ème} siècle : c'est grâce à la vision à très long terme de ceux qui ont conçu, il y a plus de 130 ans, le système d'adduction d'eau de la région parisienne, que les Franciliens ont encore, aujourd'hui, de l'eau potable au robinet. **Adoptons la même vision de très long terme pour régler nos problèmes en matière d'énergie**.

Pierre Messmer, le Premier ministre qui engagea la France dans le tout nucléaire en mars 1974, est désormais bien à l'abri dans sa tombe. Nous avons encore le choix de **refuser son héritage, pour ne surtout pas avoir à le transmettre, nous-mêmes, à nos enfants**.

Le recours aux **énergies renouvelables** est la **seule option durable**. Et la France dispose du **deuxième gisement éolien et solaire** d'Europe.

De plus, j'attire votre attention sur le fait que les pays qui n'investissent pas, dès aujourd'hui, dans les énergies renouvelables (Recherche & développement,

fabrication) **seront un jour définitivement dépendants** de ceux qui ont compris la nécessité économique d'un tel virage, comme l'Allemagne.

Par ailleurs, il ne vous a pas échappé que pendant près d'un an et jusqu'aux élections présidentielles, **chaque quotidien, chaque magazine** d'information publié en France **contenait une ou plusieurs publicités aux couleurs d'EDF**.

Parallèlement, la **catastrophe nucléaire de Fukushima** avait quasiment disparu de leurs colonnes, alors qu'au Japon, elle continue et que la situation n'est toujours pas maîtrisée : la **piscine du réacteur n° 4, qui contient plus de 1 500 « crayons » de combustible usé** nécessitant un refroidissement permanent, **menace de s'effondrer** sous l'effet des séismes qui continuent de secouer le Japon.

La restriction, voire l'interdiction, de la publicité des électriciens dans la presse, comme celle appliquée au tabac et à l'alcool, serait la seule façon de **rendre son objectivité à une presse** qui serait dès lors plus soucieuse de nous informer que de conserver les recettes publicitaires d'EDF.

Et le saviez-vous, dans la **tour Areva à La Défense**, il y a **un étage entier de salariés qui ont pour unique mission de faire en sorte que les médias parlent le moins possible du nucléaire...**

Savez-vous aussi qu'au Japon, le mythe de la sûreté nucléaire était tout aussi savamment entretenu qu'ici quand il a volé en éclats le 11 mars 2011 à Fukushima ? **Le nucléaire japonais et le nucléaire français se ressemblent comme deux frères jumeaux** : recours massif à la **sous-traitance, réduction des coûts** de maintenance, **mainmise du lobby sur l'Etat et sur la presse**, déversement de flots d'argent sur les **communes riveraines** des centrales pour étouffer la contestation locale...

Dans sa réponse à la première lettre que j'avais adressée à son Président André-Claude Lacoste, l'ASN a pointé les risques liés au recours à la sous-traitance. Pourquoi n'exigeriez-vous pas qu'EDF **emploie directement toutes les personnes affectées à l'entretien de ses centrales** plutôt que de recourir à des salariés de sociétés prestataires travaillant comme des forçats modernes, comme l'ont révélé le réalisateur Alain de Halleux dans son film *RAS, nucléaire rien à signaler* et la sociologue du travail Annie Thébaud-Mony dans son livre *Travailler peut nuire gravement à votre santé* (La Découverte, 2007) ?

Il est tout de même surprenant qu'une entreprise semi-publique qui réalise un **chiffre d'affaires annuel de 70 milliards d'euros** ne soit pas en mesure d'embaucher les personnes qui assurent la pérennité de ses installations, ni de leur assurer des conditions de travail décentes !

Dans l'attente de votre réponse écrite, je vous prie de recevoir, Monsieur le Député, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

**Annie Lobé,
Journaliste scientifique.**

PJ : - Extrait des *Dernières nouvelles de Fessenheim* (avril 2009)
et communiqué du 2 mai 2012 du Réseau Sortir du Nucléaire.
- Photographies de Paul Fusco.

Lettre du 26 juin 2012 d'Annie Lobé aux député-e-s élus le 17 juin 2012, page 4.